

**Message de solidarité de l'Association
Centre Ville pour Tous de Marseille - 17/05/2005**

**Manifestation du collectif des associations des découpés
Paris, 17 mai 2005**

Nous ne vivons pas à Marseille la même situation qu'à Paris : nous ne sommes pas confrontés encore à la « découpe », disons que nous avons un « devenir-découpé ». Au cœur de la ville, la rue de la République est actuellement l'objet d'une réhabilitation d'envergure, inscrite dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National Euroméditerranée. Issu d'un plan d'urbanisme de la seconde moitié du XIXème siècle, cet ensemble hausmannien homogène a été réalisé pour accompagner le développement du nouveau port de commerce. Ses 2500 logements, restés longtemps la propriété d'une seule société immobilière, ont joué un rôle essentiel dans le logement des classes populaires et moyennes de Marseille.

Au fil des reventes successives, un fonds d'investissement américain, Lone Star, a acquis en juillet 2004 de nombreux commerces et 1250 logements, dont 800 étaient inoccupés, en vue de leur revente par appartement après réhabilitation. Les pressions sur les 553 locataires restants se sont multipliées et c'est pourquoi l'association « Un centre ville pour tous » a décidé d'accompagner la résistance collective des habitants, dont 225 d'entre eux se sont publiquement engagés. Avec eux, nous avons organisé des manifestations, fait signer une pétition de soutien par un millier de Marseillais et collecté de nombreux témoignages des pressions dont les locataires sont l'objet. Ces actions ont donné lieu à de nombreux échos dans les médias locaux et nationaux, et ont attiré l'attention des représentants des pouvoirs publics. Le Préfet a pris l'affaire en main et réunit désormais régulièrement les principaux acteurs de la réhabilitation, en vue de faire respecter le relogement des habitants comme la construction des logements sociaux et intermédiaires prévus. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une vente à la découpe, mais d'un processus à grande échelle de réalisation de l'actif immobilier, dans un but exclusivement financier.

Forte de ses spécificités, l'association « Un centre ville pour tous » s'associe au Collectif des Découpés : nous soutenons votre lutte, comme nous souhaitons qu'il soutienne et relaye la nôtre, pour obtenir une modification des textes assurant la protection des locataires en place, et tout particulièrement des plus fragiles d'entre eux.

(lu au cours de la manifestation)